



## Quand la guerre des mémoires éradique l'Histoire

Tribune libre

jeudi 1er février 2018

Par Bernard Gainot. [1]

**La Rédaction du site internet national et de la revue *Historiens & Géographes* publie une série de tribunes libres afin d'ouvrir le débat dans le cadre des réflexions de la communauté éducative. Le Bureau national de l'APHG approuve et soutient le texte proposé ci-dessous.**

***Cet article, donné par son auteur à la revue *Historiens & Géographes* et au site internet de l'APHG, a d'abord été publié sur le site du [Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage \(CNMHE\)](#).***

Nous avons pris connaissance de la pétition du [Conseil Représentatif des Associations Noires \(CRAN\)](#) [2] qui demande de débaptiser les lieux publics du nom de Colbert. Nous n'y sommes pas favorables.

### Des faits discutables.

Relevons quelques erreurs et incohérences dans l'argumentaire. L'Edit sur la police des esclaves, ultérieurement vulgarisé sous le nom de *Code Noir*, qui porte le nom de Colbert, date de mars 1685. Or, Jean-Baptiste Colbert, celui qui est célébré au fronton des bâtiments publics, est mort deux ans plus tôt, en 1683. Le Colbert de l'Edit est son fils, Colbert de Seignelay.

En revanche, Jean-Baptiste Colbert est bien celui qui a restructuré la Compagnie des Indes, en regroupant toutes les compagnies antérieures en deux secteurs géographiques, Orient et Occident.

Réformateur, et non fondateur, puisque toutes les compagnies pratiquant le commerce colonial, et notamment la traite des esclaves, existaient bien avant qu'il n'occupe le ministère du Commerce.

Enfin, il est surprenant de s'offusquer de la contradiction entre le nom de Colbert et la devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité », puisqu'il existe un décalage de plus d'un siècle entre les deux. La Révolution française, en célébrant Vauban, Turenne, ou Jean Bart, grands serviteurs de la monarchie, n'a pas manifesté une telle passion éradicatrice.

### Il faut être attentifs aux contextes croisés.

Il faut élargir le propos. Le problème réside dans la confrontation entre deux mises en contexte. Si la tâche primordiale de l'historien est la contextualisation, celle-ci présente une double dimension, savoir replacer un acteur dans son époque, et tenir compte de la demande actuelle de fractions de nos concitoyens qui s'estiment légitimement victimes d'une action entreprise dans un passé révolu. En l'occurrence, reconnaître chez Colbert à la fois la volonté de rationaliser un mode de production esclavagiste qui n'était guère contesté à son époque, et le souci du service public ;

et admettre que les esclaves et leurs descendants sont les victimes d'un crime contre l'humanité, pour lequel l'Etat français porte une lourde part de responsabilité.

## **Oublier ou déformer le passé conduit à une impasse tragique.**

La façon de régler un problème d'éducation et d'intégration est-il d'effacer les traces laissées par l'Histoire dans notre patrimoine commun ? Nous répondons par la négative. L'abbé Grégoire en son temps, franc républicain et ami des Noirs, avait fermement condamné le vandalisme qui consiste à détruire les traces symboliques du passé monarchique et féodal. Le même problème se pose aux Etats-Unis avec les statues des généraux sudistes, en Europe de l'Est avec les nombreuses empreintes du régime totalitaire.

Condamner le passé à l'oubli, outre le risque de le revivre, témoigne d'une conception héroïque de l'Histoire. Un personnage public n'est pas monolithique, prisonnier pour la postérité d'une seule action, enfermé dans une image univoque. Il est complexe et contradictoire, comme le réel. Sortons de cette vision manichéenne, qui oppose tout d'un bloc les héros et les salauds. Substituer des figures héroïques à d'autres qui auraient failli ne changera rien au problème, car nous savons bien que Toussaint-Louverture, ou Louis Delgrès, portaient aussi les contradictions de leur temps et de leur condition. Décapiter la statue de Joséphine relève de la magie, et non de la pédagogie.

## **Alors, que faire ?**

Essayons de manier la plume, plutôt que de brandir les ciseaux ou le burin. Nous préconisons une pédagogie plurielle et collective. L'enseignement de l'Histoire est certes central dans la construction d'un récit critique commun ; mais il faut beaucoup de temps et de patience pour retisser une trame rompue, et pour combattre les mythologies et les approximations véhiculées par la désinformation en réseaux. Les collectivités publiques peuvent contribuer à répandre les informations historiques indispensables au moyen de panneaux explicatifs, ou de brochures, à l'abord des monuments publics, ou bien aider les musées et les archives à organiser des expositions, des conférences pour le grand public.

© **Bernard Gainot pour *Historiens & Géographes*, 01/02/2018. Tous droits réservés.**

*Illustration* : Palais-Bourbon - La statue de Jean-Baptiste Colbert, Paris, 2015. DR. [Source](#)

---

## **Notes**

[1] Maître de conférences honoraire à l'Institut d'histoire de la Révolution française, Université Paris I, habilité à diriger des recherches. Président honoraire de la Régionale d'Île-de-France de l'APHG. Membre du [Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage \(CNMHE\)](#).

[2] Communiqué en ligne, 23 août 2017 : <http://le-cran.fr/vos-heros-sont-no...>. Lire également, Louis-Georges Tin, Mémoire de l'esclavage : « Débaptisons les collèges et les lycées Colbert ! », *Le Monde*, 17 septembre 2017. En ligne sur <http://www.lemonde.fr/idees/article...>